

est la protection de tous les intérêts et de tous les droits, ne saurait être atteint que par une organisation en harmonie avec le principe du Gouvernement, et qui assure à la fois la bonne administration de la justice, ou le maintien de la liberté civile, et le triomphe de l'ordre public, ou le maintien de la liberté politique.

C'est à procurer une organisation de cette nature, à l'ordre judiciaire de la république française, que le projet de loi est destiné.

Répond-il aux espérances qu'il devait faire naître ?

Quel est son esprit ?

Quelles sont ses dispositions ?

Ont-elles pour effet de constituer les institutions judiciaires d'une manière conforme à leur nature, à la fonction qu'elles ont à remplir, à cette partie importante du service public auquel elles doivent pourvoir ?

Quels sont les effets inévitables de ces dispositions ?

Satisfont-elles aux nécessités politiques et sociales de l'époque et du pays ?

Après avoir résolu ces questions, il nous sera facile d'apprécier le système proposé.

Est-il vrai que les circonstances politiques commandent de reconstruire l'ordre judiciaire sur un nouveau plan ?

Sans doute, une révolution profonde vient de s'accomplir. Le principe même du Gouvernement a été changé ; les institutions politiques ont disparu dans la tempête. La république a été proclamée sur les ruines de la monarchie. Mais quand l'établissement administratif s'écroulait de toutes parts, les tribunaux ne cessaient pas de remplir fidèlement leur mandat. La dette la plus sacrée de l'Etat continuait d'être acquittée : le cours de la justice n'était point inter-